

AKELYS

Commissaire aux Comptes
19, avenue de Messine

75 008 PARIS

PIERRE GODET

Commissaire aux Comptes
6, rue Bucourt

92 210 SAINT CLOUD

@COM.MCP AUDIT

Commissaire aux Comptes
73, rue de St Mandrier – ZA La
Millonne Parc de l'Arboretum A2
83 140 SIX-FOURS

SA GROUPE CARNIVOR

Siège social : Maison de la Boucherie - Quartier Lagoubran
83 200 TOULON

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2021

Société Anonyme au capital 8 964 246 €.

R.C.S : TOULON 394 275 028

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2021

A l'assemblée générale de la société SA GROUPE CARNIVOR,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société anonyme SA GROUPE CARNIVOR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « informations générales complémentaires » de l'annexe des comptes annuels concernant le contrôle URSSAF sur la période 2016, 2017 et 2018.

4. Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir.

Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

La note « Engagements financiers » de l'annexe expose la liste des engagements financiers donnés par la société à ses filiales. Nous avons vérifié l'exhaustivité et la réalité des engagements mentionnés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-dessus. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Nous attestons de l'existence, dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise du conseil de surveillance des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous vous signalons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce ne figure pas dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de l'existence dans ce rapport des informations requises.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

6. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

7. Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris et Six Fours, le 15 juin 2022

Les commissaires aux comptes

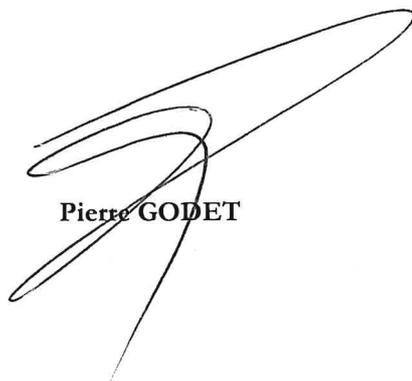
AKELYS
Commissaire aux Comptes

PIERRE GODET
Commissaire aux Comptes

@COM.MCP AUDIT
Commissaire aux Comptes



Philippe FERRAND



Pierre GODET



Marie-Claire PASTOUREAU

Annexe

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2021

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
	Capital souscrit non appelé (I)						
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de développement						
	Concessions, brevets et droits similaires	140 344	139 986	358	3 561	3 203	89.95
	Fonds commercial (1)						
	Autres immobilisations incorporelles						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions	313 840	265 990	47 850	56 177	8 327	14.82
	Installations techniques, matériel et outillage						
	Autres immobilisations corporelles	1 234 006	1 025 920	208 086	220 179	12 093	5.49
	Immobilisations en cours	24 360		24 360	4 350 000	4 325 640	99.44
	Avances et acomptes						
Immobilisations financières (2)							
Participations mises en équivalence							
Autres participations	26 337 774	4 875	26 332 899	18 866 899	7 466 000	39.57	
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts	175 969		175 969	1 000	174 969	NS	
Autres immobilisations financières	14 091		14 091	14 034	57	0.41	
Total II	28 240 384	1 436 771	26 803 613	23 511 850	3 291 763	14.00	
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Matières premières, approvisionnements						
	En-cours de production de biens						
	En-cours de production de services						
	Produits intermédiaires et finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes	220 000		220 000	225 408	5 408	2.40
	Créances (3)						
	Clients et comptes rattachés	6 026 067		6 026 067	6 022 617	3 450	0.06
	Autres créances	18 762 212		18 762 212	18 947 514	185 303	0.98
Capital souscrit - appelé, non versé							
Valeurs mobilières de placement							
Disponibilités	618 286		618 286	4 037	614 250	NS	
Charges constatées d'avance (3)	11 057		11 057	12 468	1 411	11.32	
Total III	25 637 623		25 637 623	25 212 044	425 579	1.69	
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)						
	Primes de remboursement des obligations (V)						
	Ecarts de conversion actif (VI)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	53 878 007	1 436 771	52 441 236	48 723 894	3 717 342	7.63	

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

0

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 8 964 246)	8 964 246		8 964 246			
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	17 379		17 379			
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves						
	Réserve légale	999 375		999 375			
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves						
	Report à nouveau	3 074 197		4 224 963		1 150 766	27.24
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	2 970 164		730 885		2 239 279	306.38
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
Total I	16 025 361		14 936 848		1 088 513	7.29	
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées						
Total II							
PROVISIONS	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges						
	Total III						
DETTES (I)	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	1 567 416		68 392		1 499 025	NS
	Concours bancaires courants	6 493		948 027		941 534	99.32
	Emprunts et dettes financières diverses	30 502 944		29 533 490		969 454	3.28
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes d'exploitation						
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	746 541		657 480		89 061	13.55
	Dettes fiscales et sociales	2 789 166		2 489 333		299 832	12.04
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 704				16 704		
Autres dettes	786 611		90 324		696 287	770.88	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (I)						
	Total IV	36 415 874		33 787 045		2 628 829	7.78
	Ecarts de conversion passif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)		52 441 236		48 723 894		3 717 342	7.63

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

34 865 949 33 732 755

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2021 12			Exercice N-1 31/12/2020 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens							
Production vendue de services	1 184 585		1 184 585	2 032 333		847 748	41.71
Chiffre d'affaires NET	1 184 585		1 184 585	2 032 333		847 748	41.71
Production stockée							
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			4 667			4 667	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			8 095	64 969		56 894	87.54
Autres produits			23	15		8	53.10
Total des Produits d'exploitation (I)			1 197 369	2 097 337		899 968	42.91
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements							
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)							
Autres achats et charges externes *			1 132 830	1 058 565		74 265	7.02
Impôts, taxes et versements assimilés			56 875	64 204		7 329	11.41
Salaires et traitements			1 359 108	1 236 216		122 892	9.94
Charges sociales			596 738	539 824		56 914	10.54
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			86 674	75 783		10 891	14.37
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations							
Dotations aux provisions							
Autres charges			9 736	6 226		3 510	56.38
Total des Charges d'exploitation (II)			3 241 961	2 980 818		261 144	8.76
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			2 044 592	883 481		1 161 111	131.42
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2021	12	31/12/2020	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)	165 628		1 198 628		1 033 001	86.18
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	117 579		82 270		35 310	42.92
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total V	283 207		1 280 898		997 691	77.89
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées (4)	582 090		303 756		278 334	91.63
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total VI	582 090		303 756		278 334	91.63
2. Résultat financier (V-VI)	298 883		977 142		1 276 025	130.59
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	2 343 475		93 661		2 437 136	NS
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 199		50 270		48 071	95.63
Produits exceptionnels sur opérations en capital	9 333 654		59 299		9 274 355	NS
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges						
Total VII	9 335 854		109 569		9 226 284	NS
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	70 356		79 599		9 243	11.61
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	4 434 132		43 105		4 391 027	NS
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions						
Total VIII	4 504 488		122 703		4 381 784	NS
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	4 831 366		13 134		4 844 500	NS
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	482 273		650 358		168 085	25.84
Total des produits (I+III+V+VII)	10 816 430		3 487 804		7 328 626	210.12
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	7 846 266		2 756 919		5 089 347	184.60
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	2 970 164		730 885		2 239 279	306.38

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier 25 994 44 862

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées 282 960 1 280 753

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées 515 142 240 349

SA GROUPE CARNIVOR

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 52 441 235.83 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 1 184 584.82 Euros et dégagant un bénéfice de 2 970 164.15 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- Le 25 Avril 2021, la SA GROUPE CARNIVOR a bénéficié de l'emprunt garanti par l'Etat auprès de la CIC Méditerranée GE pour un montant de 1 500 K€.
- Le 18 Mars 2021 à 11h30, le Conseil de Surveillance de la SA GROUPE CARNIVOR a autorisé la promesse de vente des biens et droits immobiliers sis 59 rue du Maréchal Joffre, 54 et 54 bis rue de la Buffa, à la SAS SOCIETE BUFFA 54 pour la somme de 8 000 K€ H.T. ainsi qu'une indemnité d'immobilisation d'un montant de 1 500 K€ H.T.
- Le 29 Novembre 2021, le Conseil de Surveillance de la SA GROUPE CARNIVOR a autorisé la signature de la vente de l'ensemble immobilier situé à NICE 59 rue du Maréchal Joffre, 54 et 54 bis rue de le Buffa dont la parcelle est identifiée au cadastre section KV numéro 25 d'une contenance de 00ha 02 a 25 ca, au prix de 9 320 K€.

Les cautions solidaires et autorisations du Conseil de Surveillance :

La SA GROUPE CARNIVOR, après autorisation du Conseil de Surveillance, s'est portée caution solidaire aux profits de plusieurs organismes bancaires, pour plusieurs de ses filiales, à savoir :

Sur les emprunts :

- Le 06 Avril 2021, à 10 heures, au profit de la Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique, pour sa filiale directe la SAS TRHEA, à hauteur de 3 020 K€, au titre d'un emprunt finançant l'acquisition des actions COVILIM (se substituant à la SAS SAPRIMEX).
- Le 01 Juillet 2021, à 11 heures, au profit de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, pour sa filiale indirecte la SAS SOCIETE D'ABATTAGE DE BRIVE, à hauteur de 175 K€, soit 25% de la valeur nominale de l'emprunt de 700 K€.

Sur les enveloppes globales de crédit à moyen terme :

- Le 05 Janvier 2021, à 11 heures, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit de la Société Générale à hauteur de 1 000 K€ pour sa filiale SAS

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

SAPRIMEX au titre d'une ligne de trésorerie.

- Le 02 Février 2021, à 9 heures, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit de la Société Générale à hauteur de 1 000 K€ pour sa filiale SARL CARNIVAR au titre d'une ligne de trésorerie.
- Le 03 mai 2021, à 9 heures, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit de la Caisse d'Epargne LEASE à hauteur de 1 111 K€ pour sa filiale SAS SAPRIMEX au titre d'une ligne de crédit-bail.

Sur un bail commercial :

- Le 03 mars 2021, à 10 heures, la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire au profit du bailleur SCPI NOTAPIERRE, au titre d'un bail commercial pour sa filiale la SAS TRHEA, pour un montant de 47 K€.

Les autorisations sur conventions de prestations de service et sur opérations commerciales:

Le 06 Avril 2021, à 8 heures :

- La facturation d'honoraires sur prestations de services inférieure à celle prévue initialement à la convention, et ce, dans le but de soutenir ses filiales dans un contexte économique difficile. Les montants facturés en 2020 aux sociétés SARL CARNIVAR et SAS SAPRIMEX ont donc été respectivement de 281 K€ H.T. et 0 K€ H.T. au lieu de 858 K€ H.T. et 528 K€ H.T.
- La facturation d'honoraires complémentaires d'un montant de 600 K€, à la SCI PACA IMMO, dans le cadre de l'accompagnement sur l'acquisition du photovoltaïque.
- La facturation d'honoraires complémentaires d'un montant de 1 000 K€, à la SAS SAPRIMEX, dans le cadre de l'accompagnement sur la cession du photovoltaïque.

Le 6 Avril 2021 à 10 heures 30 :

- La ristourne accordée en 2020 sur les loyers par la SCI PACA IMMO à la SARL CARNIVAR pour le site de Vitrolles d'un montant total de 56 K€ H.T.
- La ristourne accordée en 2020 sur les loyers par la SCI PACA IMMO à la SAS SAPRIMEX pour le site de Toulon d'un montant total de 39 K€ H.T.
- L'indemnité de 600 K€ à la SARL CARNIVAR pour la résiliation du bail du site de la Seyne sur Mer, lieu dit "Camp Laurent".

Le 6 Octobre 2021, à 11 heures :

- L'achat par la SARL LA THOMINIÈRE à un particulier d'une maison à usage d'habitation sis à Saint Martin de Crau pour un montant de 1 500 K€.
- La vente par la SARL LA THOMINIÈRE d'un terrain à bâtir sis Quartier la Thominière sur la commune de Saint Martin de Crau pour un montant de 14 800 K€.

Actionnariat - participations :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

directement :

Pour rappel la SA GROUPE CARNIVOR, a pris une participation en Septembre 2020, dans la nouvelle filiale la SAS TRHEA, tête de pôle viande du groupe, qu'elle a capitalisé à hauteur de 2 500 K€, immatriculée au RCS de Tarascon sous le numéro 887 826 402, à hauteur de 100 % du capital social soit 2 500 000 actions acquises à la valeur nominale unitaire de 1 €, soit un total payé de 2 500 K€.

Le 10 Décembre 2021 TRhéa a augmenté son capital, par incorporation de compte courant de son associé unique GROUPE CARNIVOR, de 7 500 K€. Son capital social est donc désormais de 10 000 K€, et GROUPE CARNIVOR la détient toujours à 100 %.

Le 08 Novembre 2021, notre filiale la SAS TRHEA, a pris une participation à hauteur de 100% dans la SAS TERRES DE CRECOLI, immatriculée au RCS de Guéret sous le numéro 904 945 144, à hauteur de 100 % du capital social soit 70 000 actions à la valeur nominale unitaire de 1 €, soit un total payé de 70 K€.

indirectement :

Le 01 Janvier 2021, la SAS SAPRIMEX a vendu :

- La totalité de ses actions COVILIM, soit 29 800 actions, au prix d'acquisition, soit 7 071 K€ à la société SAS TRHEA.
- La totalité de ses actions TROPAL VIANDES, soit 8 150 actions. Ces titres avaient été acquis au prix de 1 970 K€, ils ont été vendus au prix de 6 900 K€ à la société SAS TRHEA ; elle a donc réalisé une plus-value de 4 930 K€.
- La totalité de ses actions NAJE, soit 500 parts. Ces titres avaient été acquis au prix de 31 K€, ils ont été vendus au prix de 34 K€ à la société SAS TRHEA ; elle a donc réalisé une plus-value de 3 K€.

Le 20 Janvier 2021, la SCI PACA IMMO a pris une participation , au travers de la SAS IMMOBILIERE CLAIREFONTAINE, dans la SCCV LES VILLAGES D'OR, au capital social de 1 000€, composé de 100 parts, immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 900 606 955. La SAS IMMOBILIERE CLAIREFONTAINE détient 50% soit 50 actions au prix de 10€ soit un capital de 500€.

Le 14 octobre 2021, la SCI PACA IMMO a pris une participation dans la SCI DE NEUVIC, au capital social de 1 000€, composé de 1 000 parts, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro 904 398 500. La SCI PACA IMMO détient 50% soit 500 actions au prix de 1€, soit un capital détenu de 500€.

Le 22 Novembre 2021, la SCI PACA IMMO a pris une participation dans la SARL NUANCIEL, au capital social de 2 000€, composé de 200 parts, immatriculée au RCS de Toulon sous le numéro 903 405 710. La SCI PACA IMMO détient 100% soit 200 actions au prix de 10€, soit un capital détenu de 2 000€.

Les Conseils de Surveillance statuant sur les rapports trimestriels du directoire :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 05 Janvier 2021, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 07 Janvier 2021.

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 06 Avril 2021, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 08 Avril 2021.

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 06 Juillet 2021, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 08 Juillet 2021.

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 05 Octobre 2021, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 07 Octobre 2021.

Le conseil de surveillance examinant les comptes sociaux et les comptes consolidés :

Ce dernier s'est tenu le Jeudi 20 Mai 2021.

Les autres conventions :

Le 29 Janvier 2021, à 15h30, le Conseil de Surveillance a réexaminé et approuvé les conventions autorisées antérieures à 2020 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020.

Afin de faire face à la crise sanitaire COVID 19, nous avons maintenu les protocoles mis en place en 2020.

Seule notre filiale, la société SUP VIANDES a été fortement impactée par cette crise. Sa clientèle étant composée principalement de restaurateurs et d'hôtels, ma société s'est trouvée dans l'obligation de suspendre son activité du 01 janvier 2021 jusqu'au 19 Mai 2021.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les cautions solidaires et autorisations du Conseil de Surveillance :

- Le 19 Janvier 2022, à 9 heures, La SA GROUPE CARNIVOR a donné l'autorisation à TRHEA, filiale directe de GROUPE CARNIVOR et aux filiales de TRHEA : COMPAGNIE D'ABATTAGE DE BOURG SAS, SOCIETE D'ABATTAGE DE BRIVE SAS, SOCIETE D'ABATTAGE DE THIVIERS SAS, VIANDES DE BRESSE SAS, LES ATELIERS SAS, JASTRES SCI, TERRE DE CRECOLI SAS, PEDAVIA SAS, LES BOUCHERIES PERIGOURDINES SAS, à l'effet :
- de financer des investissements productifs pour 2022, 2023, 2024 par un contrat de crédit syndiqué auprès des banques : Banque populaire Bourgogne Franche Comté, Caisse d'Epargne Rhône Alpes, Arkea Banque, Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et Banque Populaire Aquitaine Centre Atlantique.
- d'accepter les sûretés en garantie du contrat syndiqué.

La SA GROUPE CARNIVOR, après autorisation du Conseil de Surveillance, s'est portée caution solidaire au profit :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Sur les emprunts :

-Le 05 Janvier 2022, à 11 heures, au profit de la Société Générale, pour sa filiale la SCI PACA IMMO à hauteur de 408 K€, au titre de deux emprunts finançant les travaux d'aménagement du site Chamboeuf et du site Feurs.

Sur les enveloppes globales de crédit à moyen terme :

-Le 12 Janvier 2022, à 9 heures, au profit de la Caisse d'Epargne LEASE à hauteur de 537 K€ pour sa filiale SAS SAPRIMEX au titre d'une ligne de crédit-bail.

Les autorisations sur conventions de prestations de service et sur opérations commerciales :

- Le 05 Avril 2022, à 8 heures :

- La facturation d'honoraires sur prestations de services inférieure à celle prévue initialement à la convention, et ce, dans le but de soutenir ses filiales dans un contexte économique difficile. Les montants facturés en 2021 aux sociétés SARL CARNIVAR et SAS SAPRIMEX ont donc été respectivement de 64 K€ H.T. et 0 K€ H.T. au lieu de 775 K€ H.T. et 401 K€ H.T.

- La facturation d'honoraires complémentaires d'un montant de 1 000 K€, à la SARL LA THOMINIÈRE, dans le cadre de l'accompagnement sur ventes immobilières.

- Le 05 Avril 2022 à 10 heures 30 :

- La ristourne accordée en 2021 sur les loyers par la SCI PACA IMMO à la SARL CARNIVAR pour le site de Vitrolles d'un montant total de 56 K€ H.T.

- La ristourne accordée en 2021 sur les loyers par la SCI PACA IMMO à la SAS SAPRIMEX pour le site de Toulon d'un montant total de 41 K€ H.T.

Les Conseils de Surveillance statuant sur les rapports trimestriels du directoire :

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 04 Janvier 2022, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 06 Janvier 2022.

Afin de statuer sur le rapport du Directoire du Mardi 05 Avril 2022, le Conseil de Surveillance s'est réuni le Jeudi 07 Avril 2022.

Le Conseil de Surveillance examinant les comptes sociaux et les comptes consolidés :

Ce dernier c'est tenu le Jeudi 12 Mai 2022.

Les autres conventions :

Le 28 Janvier 2022 à 15h30, le Conseil de Surveillance a réexaminé et approuvé les conventions autorisées antérieures à 2021 et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice 2021.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2016.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2014-03 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes:

- Continuité de l'exploitation,
 - Indépendance des exercices,
 - Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

En matière de traitement des actifs immobilisés, aucune catégorie d'immobilisation n'a été décomposée. Les durées d'amortissement retenues reflètent la durée d'utilisation. Par ailleurs, conformément à l'article L-12-13, alinéa 3 du Code de Commerce, confirmé par l'avis CU-CNCC N°2000-A, la société fournit les informations relatives aux engagements de retraite et avantages similaires dans le développement de l'annexe. Elle s'abstient de comptabiliser une provision correspondant à ces engagements.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

La société fait partie en tant que société mère, du groupe d'intégration fiscale constitué des sociétés BOUSSARD NORD SCI, BOUSSARD SUD SCI, CARNISOLAIRE SARL, CARNIVAR SARL, DE LA CHAPELETTE SCI, COVILIM SAS, DE MONNET SARL, FERME SOLAIRE DU PORCELET SAS, LES ATELIERS SAS, LES BOUCHERIES MERIDIONALES SAS, LES BOUCHERIES PERIGOURDINES SAS, NAJE SARL, PACA IMMO SCI, PACA IMMO CONSTRUCTION SARL, PEDAVIA SAS, SALAISONS DE JASTRES SARL,

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

SAPRIMEX SAS, SEP SAS, SOCIETE D'ABATTAGE DE BRIVE SAS, SOCIETE D'ABATTAGE DE THIVIERS SAS, TRHEA SAS, VIANDES DE CORREZE SAS et VIANDES DU PERIGORD SAS.

En application des dispositions de l'article 233 A du CGI, la société Groupe Carnivor, tête de groupe, s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés. A l'exception de la tête de groupe, les modalités de répartition de l'IS sont telles que les charges et crédits d'impôts ont été comptabilisés dans chaque filiale du groupe comme en l'absence d'intégration : les comptes des sociétés au niveau des résultats et des capitaux propres sont identiques à ceux qu'ils auraient été en l'absence d'intégration.

Au 31/12/2020, la provision pour risque URSSAF chez les sociétés CARNIVAR et SAPRIMEX portant sur les périodes contrôlées 2012-2013-2014, s'élevaient respectivement à 326 K€ et 204 K€ ; tenant compte de la procédure actuelle. Ces provisions ont été reprises au 31/12/2021 suite à l'acceptation des moratoires.

Concernant SAPRIMEX, la procédure contentieuse qui était en cours avec l'URSSAF Bouches du Rhône d'un montant principal de 1 584 K€. La société SAPRIMEX a validé la proposition du moratoire et donc constaté ce montant en charges exceptionnelles.

Concernant la SA Groupe CARNIVOR, une procédure est en cours avec l'URSSAF au titre du redressement d'assiette effectué en 2019 portant sur les années 2016 à 2018. Les sommes sollicitées s'élèvent à 300K€. Compte tenu de la situation liée à la crise sanitaire, il n'y a pas de date de convocation devant la CRA. En concertation avec nos conseils juridiques, aucune provision n'a été constituée.

La procédure contentieuse fiscale frappant la SCI BOUSSARD SUD est toujours en cours. Elle porte sur le contrôle fiscal relatif à la TVA sur la période du 1er Janvier 2014 au 30 Septembre 2016. Au titre de ce contrôle, la somme de 125 K€ a été provisionnée au 31/12/2017 et est maintenue au 31/12/2021.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles	140 344		
TOTAL			
Constructions sur sol propre			4 395 000
Installations générales agencements aménagements des constructions	313 840		
Installations générales agencements aménagements divers	558 038		2 997
Matériel de transport	157 255		45 436
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	472 506		19 750
Immobilisations corporelles en cours	4 350 000		24 360
TOTAL	5 851 638		4 487 543
Autres participations	18 871 774		7 500 000
Prêts, autres immobilisations financières	15 034		176 236
TOTAL	18 886 808		7 676 236
TOTAL GENERAL	24 878 790		12 163 779

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			140 344	140 344
TOTAL				
Constructions sur sol propre		4 395 000		
Installations générales agencements aménagements constr.			313 840	313 840
Installations générales agencements aménagements divers			561 035	561 035
Matériel de transport		21 975	180 716	180 716
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			492 256	492 256
Immobilisations corporelles en cours	4 350 000		24 360	24 360
TOTAL	4 350 000	4 416 975	1 572 206	1 572 206
Autres participations		34 000	26 337 774	26 337 774
Prêts, autres immobilisations financières		1 210	190 060	190 060
TOTAL		35 210	26 527 834	26 527 834
TOTAL GENERAL	4 350 000	4 452 185	28 240 384	28 240 384

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	136 783	3 203		139 986
TOTAL				
Installations générales agencements aménagements constr.	257 663	8 327		265 990
Installations générales agencements aménagements divers	468 215	19 055		487 270
Matériel de transport	55 489	38 396	16 843	77 042
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	443 916	17 693		461 609
TOTAL	1 225 283	83 471	16 843	1 291 910
TOTAL GENERAL	1 362 065	86 674	16 843	1 431 896

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Autres immob.incorporelles TOTAL	3 203				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	8 327				
Instal.générales agenc.aménag.divers	19 055				
Matériel de transport	38 396				
Matériel de bureau informatique mobilier	1 170	16 523			
TOTAL	66 948	16 523			
TOTAL GENERAL	70 151	16 523			

Etat des provisions

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur titres de participation	4 875				4 875
TOTAL	4 875				4 875
TOTAL GENERAL	4 875				4 875

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Prêts	175 969		175 969
Autres immobilisations financières	14 091	0	14 091
Autres créances clients	6 026 067	6 026 067	
Personnel et comptes rattachés	27 640	27 640	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	28 192	28 192	
Taxe sur la valeur ajoutée	192 167	192 167	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	9 003	9 003	
Groupe et associés	18 347 848	18 347 848	
Débiteurs divers	157 361	157 361	
Charges constatées d'avance	11 057	11 057	
TOTAL	24 989 396	24 799 336	190 060
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	175 969		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 000		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	6 505	6 505		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	1 567 404	17 479	1 423 315	126 610
Fournisseurs et comptes rattachés	746 541	746 541		
Personnel et comptes rattachés	162 756	162 756		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	702 045	702 045		
Impôts sur les bénéfices	262 815	262 815		
Taxe sur la valeur ajoutée	1 627 348	1 627 348		
Autres impôts taxes et assimilés	34 202	34 202		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	16 704	16 704		
Groupe et associés	30 502 944	30 502 944		
Autres dettes	786 611	786 611		
TOTAL	36 415 874	34 865 949	1 423 315	126 610
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 515 878			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	16 855			

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
ACTIONS ORDINAIRES	3.8112	2 352 064			2 352 064

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise à savoir :

	Valeurs	Taux d'amortissement
LOGICIELS	140 344	100.00

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
Suite à la mise en oeuvre des normes IFRS, en matière de traitement des actifs immobilisés, il est appliqué la décomposition des immobilisations. Les durées des amortissements retenues reflètent la durée d'utilisation de chaque immobilisation affectée à un ensemble immobilier.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	linéaire	10 ans
Agencements et aménagements	linéaire	3 à 10 ans
Matériel de transport	linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	linéaire et dégressif	3 à 10 ans
Mobilier	linéaire	5 à 10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.
En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.
Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Lorsque la valeur d'inventaire des participations est inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. La valeur d'inventaire est déterminée en fonction de l'actif net comptable réévalué, de la rentabilité, des perspectives d'avenir et de l'utilité de la participation pour l'entreprise. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part de l'actif net comptable.

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.
Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	667
Total	667

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 590
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 685
Dettes fiscales et sociales	226 475
Autres dettes	714 985
Total	1 023 735

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	11 057
Total	11 057

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Éléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations	26 267 774	70 000	
Créances clients et comptes rattachés	6 026 067		
Autres créances	13 357 557	4 990 642	
Emprunts et dettes financières diverses	30 502 944		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	458 503		
Autres dettes	714 066		

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
PRESTATIONS DE SERVICES	1 184 585
Total	1 184 585

Répartition par secteur géographique	Montant
VAR	1 184 585
Total	1 184 585

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié
Cadres	14
Agents de maîtrise et techniciens	6
Employés	8
Total	28

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total	582 090	283 207
Dont entreprises liées	515 142	283 060

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	2 343 475	601 537
Résultat exceptionnel (hors participation)	4 831 366	1 288 084
Résultat comptable (hors participation)	2 487 891	686 547

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Incidence des évaluations fiscales dérogatoires

(PCG Art. 831-2/18 et Art. 832-12)

	Montant
Résultat de l'exercice	2 970 164
Impôt sur les bénéfices	482 273-
Résultat avant impôt	2 487 891
Résultat hors évaluations fiscales dérogatoires avant impôt	2 487 891

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 71 600 euros, décomposés de la manière suivante :

- honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 71 600 (répartis entre le Cabinet Akelys 33 000 euros et @COM.MCP AUDIT 38 600 euros)
- honoraires facturés au titre des services autres que la certification des comptes (SACC) : Néant

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

NEANT

Engagements financiers

Engagements donnés

Avals et cautions	49 324 101
Engagements en matière de pensions	203 495
Autres engagements donnés :	23 541
CREDITS BAILS MOBILIERS	23 541
Total (1)	49 551 137
(1) Dont concernant les filiales	32 138 614
(1) Dont concernant les autres entreprises liées	17 185 487

AU TITRE DES EMPRUNTS SOUSCRITS PAR SES FILIALES :

I- DIRECTES : pour un total de capital restant dû au 31/12/2021 de :22 215 204€

- 1- Pour sa filiale la SAS SAPRIMEX, GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit :
 - du CIC Lyonnaise de Banque dont le solde de l'emprunt est de **455 000 euros** au 31.12.2021.
 - de la Société Générale dont le solde des emprunts est de **1 079 176 euros** au 31.12.2021.

- 2- Pour sa filiale SCI DE LA CHAPELETTE, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire d'un emprunt au profit :

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- de la Société Générale dont le solde de l'emprunt est de **320 300 euros** au 31.12.2021.
- du LCL dont le solde de l'emprunt est de **1 009 375 euros** au 31.12.2021.

3- Pour sa filiale FERME SOLAIRE DU PORCELET, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire d'un emprunt au profit :

- de la Société BPI FRANCA (OSEO) dont le solde de l'emprunt est de **510 761 euros** au 31.12.2021.

4- Pour sa filiale la SCI PACA IMMO, SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit:

- du CIC Lyonnaise de Banque dont le solde des emprunts en cours est de **8 772 108 euros** au 31.12.2021.
- de la Société Générale dont le solde des emprunts en cours est de **4 160 081 euros** au 31.12.2021.

5- Pour sa filiale SRL CHIARA DUE la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit :

- de BANCA DI PIACENZA dont le solde des emprunts en cours est de **338 130 euros** au 31.12.2021.

6- Pour sa filiale SARL CARNIVAR la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire d'un emprunt au profit :

- de CREDIT AGRICOLE dont le solde de l'emprunt en cours est de **477 918 euros** au 31/12/2021

7- Pour sa filiale SAS TRHEA la SA GROUPE CARNIVOR s'est portée caution solidaire de plusieurs emprunts au profit :

- de la Banque Populaire Bourgogne Franche Comté dont le solde de l'emprunt en cours est de **2 559 061 euros** au 31/12/2021.
- de la Banque Populaire PACA dont le solde de l'emprunt en cours est de **2 533 294 euros** au 31/12/2021

II-INDIRECTES : pour un total de capital restant dû au 31/12/2021 de : 13 165 771 €

1- Pour sa filiale, la SA PROVENT-SDPR, filiale de la SAS SAPRIMEX au titre de plusieurs emprunts au profit :

- de BANQUE POPULAIRE DES ALPES dont le solde au 31.12.2021 est de: **43 014 euros.**
- du CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2021 est de : **571 434 euros.**
- de la SOCIETE GENERALE dont le solde au 31.12.2021 est de : **69 360 euros.**

2- Pour sa filiale, la SARL DE MONNET LA VILLE, filiale de la SCI PACA IMMO au titre de plusieurs emprunts au profit :

- de CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2021 est de: **847 608 euros.**

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

3- Pour sa filiale, la SCEA LES TREMBLATS, filiale de la SA PROVENT-SDPR au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE DES SAVOIE dont le solde au 31.12.2021 est de : **15 219 euros.**

4- Pour sa filiale, ABATTOIRS DES CRETS, filiale de la SAS SAPRIMEX au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST dont le solde au 31.12.2021 est de : **1 128 317 euros.**

5- Pour sa filiale, CAB, filiale de la SA SAPRIMEX au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST dont le solde au 31.12.2021 est de : **1 415 964 euros.**

- d'emprunts auprès de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes dont le solde au 31.12.2021 est de : **583 827 euros**

- d'emprunts auprès de la Banque Populaire Bourgogne Franche Comté dont le solde au 31.12.2021 est de : **889 956 euros**

6- Pour sa filiale, VIANDES DE BRESSE, filiale de la SA SAPRIMEX au titre :

- d'emprunts auprès du CREDIT AGRICOLE CENTRE EST dont le solde au 31.12.2021 est de : **370 389 euros.**

7- Pour sa filiale, la SAS CLAIREFONTAINE, filiale de la SCI PACA IMMO au titre:

-d'emprunts auprès de la CAISSE D'EPARGNE COTE D'AZUR dont le solde au 31/12/2021 est de : **6 553 271 euros.**

8- Pour sa filiale, la SOCIETE D'ABATTAGE DE BRIVES, filiale de la SAS TRHEA au titre :

- d'un emprunt auprès de la Banque Populaire Rhône Alpes dont le solde au 31/12/2021 est de **677 412 euros.**

Le total des cautionnements au titre d'emprunts s'élève donc à : 35 380 975 euros

AU TITRE DE DECOUVERTS BANCAIRES AUTORISES A SES FILIALES :

I-DIRECTES : pour un total de : 9 923 410€

1- Pour sa filiale la SAS SAPRIMEX :

- auprès de la Société Générale pour 1 000 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de **995 464 euros.**

- auprès de la Caisse d'Epargne pour 2 600 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de **1 997 342 euros.**

- auprès du Crédit Agricole pour 650 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de **633 391 euros.**

- auprès de Natio Crédit Bail pour **2 293 099 euros** au 31.12.2021.

- auprès de Caisse d'Epargne Lease pour **1 110 600 euros** au 31.12.2021

2- Pour sa filiale la SARL CARNIVAR:

- auprès de la Société Générale pour 1 000 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

996 373 euros.

- auprès de la Caisse d'Epargne pour 1 040 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de **688 532 euros.**

- auprès du Crédit Agricole pour 650 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de **616 787 euros.**

- auprès de CM Leasing pour **591 822 euros** au 31.12.2021

II- INDIRECTES : pour un total de : 4 019 716 €

1- Pour sa filiale la SA PROVENT-SDPR, filiale de la SAS SAPRIMEX:

- auprès de la Société Générale pour 500 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de **381 520 euros.**

- auprès du Crédit Agricole des Savoie pour 1 700 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de **1 462 881 euros.**

- auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes pour 500 000 € dont le solde dû au 31.12.2021 est de **485 315 euros.**

2- Pour sa filiale la SAS VIANDES DE CORREZE, filiale de la SAS TRHEA :

- auprès de la Banque Populaire Bourgogne Franche Comté pour **330 000 euros** au 31.12.2021.

- auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes pour **175 000 euros** au 31.12.2021.

- auprès de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes pour **340 000 euros** au 31.12.2021.

3- Pour sa filiale la SAS VIANDES DU PERIGORD, filiale de la SAS TRHEA:

- auprès de la Banque Populaire Bourgogne Franche Comté pour **330 000 euros** au 31.12.2021.

- auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes pour **175 000 euros** au 31.12.2021.

- auprès de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes pour **340 000 euros** au 31.12.2021.

Le total des cautionnements au titre de découverts bancaires s'élève donc à : 13 943 126 euros

Le solde total des cautionnements solidaires au 31.12.2021 est donc de: 49 324 101 euros

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine				46 100	46 100
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs				29 530	29 530
- dotations de l'exercice				9 220	9 220
Total				38 750	38 750
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs				24 412	24 412
- exercice				7 709	7 709
Total				32 121	32 121
Redevances restant à payer					
- à un an au plus				7 067	7 067
Total				7 067	7 067
Valeur résiduelle					
- à un an au plus				16 474	16 474
Total				16 474	16 474

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Compte tenu des versements effectués auprès de ACM vie assurances depuis 2007 qui totalisent la somme de 160 000 €, le total de la réserve disponible pour les engagements de retraite s'élève à 203 397 € qui se détaille comme suit :

- versements: 160 000 €
- cotisation 1,5% : 2 400 €
- intérêts nets: 45 797€

Les droits acquis au 31.12.2021 sont de 406 892 € charges comprises dont cadres 308 822€ et non cadres 98 070€.

Par conséquent, l'engagement au 31.12.2021 est de 203 495 €.

Les droits acquis tiennent compte des paramètres suivants et ont été calculés par notre prestataire la société ACMvie assurance.

1/ Le salaire de référence : le salaire mensuel représente 1/12ème du salaire annuel indiqué.

2/ Le taux de revalorisation annuel de salaire : le taux de revalorisation utilisé à partir de 2022 est de : 0%

3/ L'âge de départ en retraite : 62 ans

4/ La table de mortalité : la probabilité de décès est déterminée à partir de la table de mortalité réglementaire TF 00-02

5/ La probabilité de sortie de l'entreprise : le taux de rotation utilisé est de : 0,22%

6/ Le taux de capitalisation nets de frais :

- * 1,00% dans une première hypothèse
- * 2,00% dans une deuxième hypothèse

7/ Le taux d'actualisation : 0,60 %

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	
60 à 64 ans	1 à 5 ans	55 405
55 à 59 ans	6 à 10 ans	46 885
45 à 54 ans	11 à 20 ans	54 971
35 à 44 ans	21 à 30 ans	45 477
moins de 35 ans	plus de 30 ans	757
Engagement total		203 495

Hypothèses de calculs retenues

Identité des sociétés mères consolidant les comptes

(PCG Art. 831-3)

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
GROUPE CARNIVOR	S.A	8 964 246	MAISON DE LA BOUCHERIE 83200 TOULON

Liste des filiales et participations

(Code du Commerce Art. L 233-15; PCG Art. 832-6, 833-6 et 841-6)

S.A GROUPE CARNIVOR
83200 TOULON

Page : 20

Société Renseignements détaillés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis et non remboursés	Cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Résultat net du dernier exercice	Dividendes encaissés par la société	Observations
				brute	nette						
A. Renseignements détaillés											
- Filiales détenues à + de 50%											
- CARNIVAR SARL	947 517	1 883 818	99.90					25 833 902	188 794		
- SAPRIMEX SAS	7 000 000	16 249 309	99.99					40 135 611	4 051 467		
- CHIARA IMMOBILIARE SRL	100 000	3 078	95.00					1 011 376	1 181		
- CHAPELETTE SCI	2 000 000	116 126	99.98					118 725	694 187		
- CHIARA DUE IMMOBILIARE SRL	20 000	273 431	95.00					213 848	135 832		
- BOUSSARD NORD	260 000	110 704	99.99						85 172		
- BOUSSARD SUD	400 000	187 127	99.99						13 747		
- PACA IMMO CONSTRUCTION	10 000	1 054 031	95.00					221 000	20 140		
- CARNISOLAIRE	10 000	5 307	95.00						4 616		
- CARNIMPEX	8 000	48 853	85.00					24 247	11 328		
- T RHEA	10 000 000	107 013	100.00					2 084 958			
- Participations détenues entre 10 et 50 %											
- PACA IMMO SCI	1 000 000	1 579 901	33.13					2 958 719	440 740		
- IT GROUPE SRL	20 000	58 917	50.00					2 549	10 297		
- VIVALOC SARL	100 000	1 440 988	50.00					1 105 060	188 373		
- THOMINIERE	1 500 000	2 450 131	50.00					14 800 000	3 655 500		
- 2C HOLDING	1 000	490	50.00								
B. Renseignements globaux											
- Filiales non reprises en A											
- Participations non reprises en A											

ANNEXE

Exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- REGUL FOURNISSEURS	395	
- REGUL CLIENTS	1 805	
- PDTS CESSIONS D'ELEMENTS ACTIF IMMO CORP	9 324 750	
- PDTS CESSIONS D'ELEMENTS ACTIF IMMO FINA	8 904	
Total	9 335 854	
Charges exceptionnelles		
- PENALITES AMENDES FISCALES ET PENALES	5 061	
- DONS ET LIBERALITES	655	
- REGUL FOURNISSEURS	47 336	
- REGUL CVAE 2020	17 304	
- VNC DES ELEMENTS ACTIFS CEDES IMMO CORPO	4 400 132	
- VNC DES ELEMENTS ACTIFS CEDES IMMO FINAN	34 000	
Total	4 504 488	

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
AVANTAGES EN NATURE LOGEMENT & VOITURE	915
CPAM	6 844
REMB. OPCO FORMATION	336
Total	8 095



Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R. 225-102)

	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	8 964 246 2 352 064				
Nbre des actions ordinaires existantes					
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 682 367	1 451 601	1 996 739	2 032 333	1 184 585
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 821 201	370 395	550 456	103 602	2 574 565
Impôts sur les bénéfices	1 053 969- 60 147	417 233- 13 668-	447 251-	650 358-	482 273-
Participation des salariés au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 589 903	927 999	938 701	730 885	2 970 164
Résultat distribué	1 881 651	1 881 651	1 881 651		1 881 651
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	1.20	0.34	0.42	0.32	1.30
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1.10	0.39	0.40	0.31	1.26
Dividende distribué à chaque action	0.80	0.80	0.80		0.80
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	30	31	27	28	28
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 286 415	1 209 392	1 193 824	1 236 216	1 359 108
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	594 140	559 955	523 258	539 824	596 738